

manifestons

2009

journée revendicative internationale
des travailleuses et travailleurs

1^{er} mai

capitalisme : no future !

vendredi 1er mai 2009

- 11 h** **à la Pierre**, monument à la mémoire du 9 novembre 1932, plaine Plainpalais, allocutions de Pierre Vanek solidaritéS, puis d'Eric Schwapp du syndicat Communication, apéritif offert
- 15h** départ du cortège du boulevard James-Fazy empruntant Place des XXII cantons, rue Rousseau, rue du Cendrier, rue du Mont-Blanc, Place Longemalle, rues Basses, rue de la Corraterie, Place Neuve, puis finalement parc des Bastions
- 15h45** **fontaine du Molard**, allocutions de Jean-Luc Ardite PDT et d'Alessandro Pelizzari du syndicat Unia
- 17 h** parc des Bastions: partie festive avec
- balades pour les enfants sur les ânes de Bonaventure, manège
 - dès 12h et jusqu'à 24h, restauration avec plus de 40 stands
 - film surprise à la tombée du jour, projection organisée par Sputnik

Comité d'organisation des manifestations du 1er mai (022 731 84 30 info@cgas.ch), constitué par la Communauté genevoise d'action syndicale CGAS, Parti du Travail, Parti socialiste genevois, solidaritéS, Les Verts; avec les Indépendants de Gauche; soutenu par Association de soutien aux combattants des Brigades internationales, AVIVO, Comité Amérique centrale, OSEO Oeuvre suisse d'entraide ouvrière; CCSI Centre de Contact Suisses-Immigrés Genève; ASSMP Association Maison Populaire de Genève; MPF Mouvement populaire des familles, LSDH Ligue Suisse des Droits de l'Homme; ATTAC Genève

Capitalisme : no future !

Le capitalisme est un système économique qui n'a pas d'avenir

La crise que ce système traverse aujourd'hui n'est ni un accident ni une surprise : elle est dans la logique même d'une économie fondée sur les inégalités sociales et économiques, sur l'exclusion croissante non seulement des pays les plus pauvres, mais aussi des citoyens défavorisés des pays riches.

Les gouvernements ont volé au secours des banques à coup de milliards. Ce qui soulève légitimement l'indignation : comment se fait-il, particulièrement en Suisse, que l'on déniche tout soudain des milliards jusqu'ici introuvables pour les assurances sociales, les services publics, les infrastructures publiques ?

Comment accepter que de nombreux fauteurs de crise continuent de recevoir salaires mirobolants et bonus alors que licenciements et pertes de revenus menacent le plus grand nombre ? Comment admettre qu'au final, ce sera le contribuable qui paiera la facture des intégristes du « moins d'Etat » ?

au détriment du travail

Cette crise n'est pas un accident, mais une faillite du système. Si on en est arrivé là, c'est que le capitalisme, avec sa courte vue congénitale, a voulu obtenir une rentabilité immédiate et hors de proportion, faire de l'argent avec de l'argent et non plus avec de la production de biens et services, favoriser le capital au détriment du travail, exigeant de laisser faire «le marché» sans contrôle.

Ceci en voulant, amoindrir le rôle de l'Etat avec pour conséquence de renforcer les inégalités, tout en incitant celles et ceux qui n'ont pas les moyens, à s'endetter pour consommer, endet-

tement sur lequel les riches spéculent encore pour faire des profits.

tout à changer

Cercle vicieux parfait qui ne révèle pas une simple bulle financière, mais la nature du système lui-même. Il n'y a donc rien à «sauver» ni à «relancer», mais tout à changer.

D'autant plus que cette crise s'accompagne d'atteintes multiples aux conditions de travail et de vie, aux droits démocratiques et des salarié-e-s :

- pillage des rentes du IIe pilier (comme il y a 30 ans, quand la Confédération avait confisqué les avoirs des caisses de chômage syndicales) ;
- déréglementation dans les horaires de travail, partout mais en particulier dans la vente où, sous prétexte de relance, les horaires seront de plus en plus flexibilisés ;
- plombage des droits syndicaux (licenciement d'une déléguée syndicale chez Manor) et des droits politiques et d'expression (pour la première fois depuis 30 ans, interdiction d'une manifestation) ;
- licenciements et chômage partiel, précarisation des chômeurs et des chômeurs en supprimant notamment des possibilités de formation et de recyclage ...

Les syndicats, les partis de gauche et les mouvements sociaux ne restent pas les bras croisés, comme en témoignent de nombreuses luttes, et en particulier :

- les référendums sur le Ile pilier et sur la loi sur la police ;
- les initiatives en cours de lancement pour les allocations familiales, pour la petite enfance et l'assurance perte de gain ;
- le combat conventionnel pour la réduction des heures de travail et la limitation des heures supplémentaires, qui seul peut créer des emplois ;
- la revendication de revenus décents, d'un salaire minimum légal et la lutte contre la sous-enchère salariale et sociale, ici et dans le monde.

A terme, il faut aller plus loin et s'attaquer aux causes, pas seulement aux conséquences.

Donc revenir à notre but premier, à savoir une société qui assure une juste répartition des richesses produites, qui garantisse à toutes et tous un accès égal aux biens publics essentiels (santé, éducation, logement, emploi, protection sociale, propriété du sol, alimentation, eau, énergie, information, accès à la justice), qui donne la **priorité à la production de biens et services socialement utiles.**

Ce qui implique notamment une fiscalité réellement redistributive, une intervention régulatrice forte de l'Etat, de solides droits civiques et syndicaux et des services publics suffisants.

Retransmission des discours

sur Radio Zones 93,8 Mz

infos spéciales 1^{er} mai à 18 h 30

Tél 022 734 77 74 - radiozones@yahoo.fr

<http://www.radiozones.com/>

Non au démantèlement du réseau postal

Début février 2009, la Poste a annoncé qu'elle comptait réexaminer 500 offices de poste, en clair la fermeture de 500 autres offices de poste. Et ceci après la suppression de près de 1'500 offices ces dernières années. Les communes concernées verront donc leurs prestations postales démantelées. Dans le meilleur des cas, les offices de poste seront remplacés par des agences, mais l'offre s'y avère plus restreinte, p. ex. en ce qui concerne le trafic des paiements et l'approvisionnement en numéraire. Là où un office de poste n'est pas remplacé par une agence, les prestations postales seront peut-être fournies via le service à domicile, donc de porte à porte, ce qui n'apporte rien aux personnes qui travaillent. Dans le pire des cas, les prestations postales seront tout simplement supprimées.

La Poste met donc en péril le service public en démantelant son réseau d'offices de poste: le démantèlement des offices de poste touchera particulièrement les PME et les clients privés des régions périphériques. C'est un non-sens économique, alors qu'en août 2008, une étude du DETEC a effectivement démontré que la Poste – avec le trafic des paiements et l'approvisionnement en numéraire – fournit des prestations qu'aucun autre institut financier n'offre.

Le syndicat Communication a lancé une pétition «NON à un nouveau démantèlement du réseau postal» dans le but d'exiger de la direction de la Poste qu'elle revienne sur sa décision et renonce aux fermetures d'offices de poste. Il organise des caravanes **dans toute la Suisse pour récolter 100'000 signatures avant le 31 mai !**

A Genève, du 26 mars au 12 mai, ses militant-e-s se rendront dans tous les offices de postes pour vous proposer de signer cette pétition...

Signez la pétition fédérale !

Téléchargeable ici

<http://www.syndicatcommunication.ch/>,

mais vous pourrez également la signer ici

<http://www.reseaupostal.ch/>

SOLIFONDS

SOLIFONDS, case postale, 8031 Zurich, tél. 044 272 60 37, cp 80-7761-7

«L'Amérique latine a ces dernières années mené des luttes sociales très radicales qui ont conduit au renversement de gouvernements néolibéraux et à la mise en place de gouvernements qui ont mené à bien des réformes positives comme la nationalisation de secteurs vitaux de l'économie et de réformes constitutionnelles démocratiques.

Dans ce contexte, les mouvements sociaux d'Amérique latine ont agi de manière adéquate en décidant d'appuyer les mesures positives adoptées par ces gouvernements tout en maintenant leur capacité de critique à leur égard.» (Extrait de la Déclaration de l'Assemblée des mouvements sociaux lors du Forum social mondial 2009)



Développements alternatifs en Amérique latine - difficultés et perspectives

**conférence 30 avril 2009
19 h 30 à Genève
Maison des associations**

avec

Isabel Rauber

Chercheuse en sciences sociales et directrice
de «Pasado y Presente XXI» (Argentine/Cuba)

Oscar Ugarteche

Économiste et coordinateur de l'«Observatorio
Económico de América latina» (Pérou/México)

Nos invité-e-s examineront, du point de vue économique et de celui des mouvements populaires, les nouveaux modèles de développement qui s'ébauchent en Amérique latine.

Pour clore les célébrations de notre anniversaire, nous organisons ce débat sur ce « défi de portée historique ».

La conférence est soutenue par CGAS, Unia Genève, CETIM, L'autre syndicat, Déclaration de Berne